

# décrets et arrêtés

Décète :

Article premier - Sont ajoutés au décret susvisé n° 99-365 du 15 février 1999 un titre sept (bis) et un article 26 (bis) ainsi libellé :

## *TITRE SEPT (BIS)*

### **Dispositions communes**

Article 26 (bis) - Les concours internes pour la promotion prévus par les alinéas «b» des articles 9, 11, 15,19 et 23 du décret n° 99-365 du 15 février 1999 susvisé sont ouverts exclusivement aux agents relevant du ministère ou de la collectivité locale concernée.

Art. 2 - Le Premier ministre, les ministres et les secrétaires d'Etat sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Tunis, le 21 janvier 2009.

**Zine El Abidine Ben Ali**

## **PREMIER MINISTRE**

### **Décret n° 2009-112 du 21 janvier 2009, complétant le décret n° 99-365 du 15 février 1999, fixant le statut particulier du corps des analystes et techniciens de l'informatique des administrations publiques.**

Le Président de la République,

Sur proposition du Premier ministre,

Vu la loi n° 75-33 du 14 mai 1975, portant loi organique des communes, ensemble les textes qui l'ont modifiée ou complétée et notamment la loi organique n° 2008-57 du 4 août 2008,

Vu la loi organique n° 89-11 du 4 février 1989, relative aux conseils régionaux ensemble les textes qui l'ont modifiée ou complétée et notamment la loi organique n° 2006-2 du 9 janvier 2006,

Vu la loi n° 83-112 du 12 décembre 1983, portant statut général des personnels de l'Etat, des collectivités locales et des établissements publics à caractère administratif, ensemble les textes qui l'ont modifiée ou complétée et notamment la loi n° 2007-69 du 27 décembre 2007,

Vu le décret n° 69-400 du 7 novembre 1969, portant création d'un Premier ministre et fixant les attributions du Premier ministre,

Vu le décret n° 99-12 du 4 janvier 1999, portant définition des catégories auxquelles appartiennent les différents grades des fonctionnaires de l'Etat, des collectivités locales et des établissements publics à caractère administratif, tel qu'il a été modifié par le décret n° 2003-2338 du 11 novembre 2003,

Vu le décret n° 99-365 du 15 février 1999, fixant le statut particulier du corps des analystes et techniciens de l'informatique des administrations publiques,

Vu l'avis du ministre des finances,

Vu l'avis du tribunal administratif.